



Service Technique
SB/CC/PHD/NL/2026

Objet : Réglementation provisoire du stationnement – 17 avenue de la République à Brou-sur-Chantereine.

La Maire de la Commune de Brou-sur-Chantereine,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.411-8, R.411-25 et R.417-10,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière des routes et autoroutes,
Vu l'arrêté municipal permanent concernant la réglementation de la circulation au droit des chantiers courants du 29 novembre 1988,
Vu l'arrêté n° AG/2020/098 en date du 06 août 2020 relatif à lutte contre le bruit de voisinage dans la commune par les particuliers et les professionnels,
Vu le règlement municipal de voirie du 1^{er} janvier 1999,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment l'article 63 du Livre I – 4^{ème} partie,

Considérant la demande du 15 mai 2026 formulée par la société CVMTP OULCHY – Chemin de Montchevillon – 02210 Oulchy le Château – pour le compte de ENEDIS – 10 rue de la Marne Neuve – 91000 Evry Courcouronnes – pour la réalisation d'un branchement électrique aéro-souterrain, dans le cadre de l'installation de la vidéoprotection sur l'avenue de la République à Brou-sur-Chantereine,
Considérant que, pour assurer ces travaux et préserver la sécurité des usagers, il est nécessaire de prendre toutes dispositions utiles,

ARRÊTE

- Article 1^{er} :** Trois places de stationnement seront neutralisées au-devant du 17 avenue de la République, pour permettre la réalisation d'un branchement électrique aéro-souterrain, dans le cadre de l'installation de la vidéoprotection, par la société CVMTP OULCHY du **18 juin au 18 juillet 2026.**
- Article 2 :** Les trois places de stationnement situées au-devant du 17 avenue de la République, seront neutralisées et balisées par la mise en place de barrières avec affichage du présent arrêté aux extrémités du chantier, par la société CVMTP OULCHY, au minimum 48 h avant le début des travaux. Tout stationnement autre que celui lié au chantier pourra être considéré comme gênant et faire l'objet d'un enlèvement conformément à l'article R.417-10 du Code de la route.
- Article 3 :** L'emprise du chantier sera interdite au public et la zone de travaux sera délimitée par la pose de barrières, les entrées charretières seront libres d'accès. Si besoin une déviation piétonne sera mise en place en amont et en aval du chantier ainsi qu'une circulation alternée par feux tricolores ou homme trafic.
- Article 4 :** A l'abord dudit chantier, la vitesse sera limitée à 30km/h. Cette spécification sera obligatoirement intégrée à la pré-signalisation du chantier.
- Article 5 :** Les signalisations, pré-signalisations et protections de chantiers seront mises en place et maintenues en état par la société CVMTP OULCHY.
- Article 6 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale ou d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de son affichage.
- Article 7 :** Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté :
- Monsieur le Responsable du service de la Police Municipale,
- Monsieur le Commissaire Principal d'agglomération de Villeparisis,
- La société CVMTP OULCHY.
- Article 8 :** Ampliation de cet arrêté sera adressée à :
- Monsieur le Commandant du corps des Sapeurs-Pompiers de Chelles,

Fait à Brou-sur-Chantereine, le 20 mai 2026.

La Maire,



Stéphanie BARNIER.

Acte rendu exécutoire 01/06/2026
(Article L.2131-3 du CGCT)
Notifié le 01/06/2026